

EUROPE

Pologne

M. Walesa a obtenu du congrès de Gdansk que Solidarité se dote d'une direction forte

De notre correspondant

Gdansk. — Le dernier vote vient d'avoir lieu. Le président de séance demande avec son imperturbable gravité à « monsieur le président de la commission des scrutins » de bien vouloir en donner le résultat, que chacun a déjà pu constater. La commission des scrutins scrute : « La majorité est "oui" » ; la première phase du premier congrès de Solidarité s'achève ainsi jeudi 10 septembre aux alentours de 19 heures.

Alors, fiers comme le prolétariat de la mythologie révolutionnaire, trois ouvriers traversent à pas lents la tribune, porteurs de l'étendard du comité de grève Interentreprises, celui de « Gdansk - août 1980 ». Debout, la salle salue, entonne l'hymne national, puis Dieu garde la Pologne ! le chant de l'identité polonaise. Fin de la séquence, et l'on commence dans tous les coins à discuter passionnément.

Une demi-heure plus tôt, le congrès a adopté une déclaration historique parlant de la liquidation de la nomenclature et disant notamment : « Aujourd'hui, la nation attend (...) la démocratie, par l'introduction d'élections libres à la Diète et aux conseils du peuple (1). »

Il y a effectivement là de quoi discuter, seulement, voilà, ce n'est pas du tout cette « bombe » qui occupe les délégués. Ils avaient voté la veille, mercredi, un amendement aux statuts interdisant aux présidents des organisations régionales du syndicat d'être membres du présidium, l'exécutif de la direction nationale. M. Walesa était contre, parce qu'il voulait rester à la tête du syndicat de Gdansk et parce qu'il craignait surtout que ne se crée ainsi un anta-

gonisme de fait entre le présidium et les « princes », comme il dit, car il est, lui, le « roi ». Le matin donc, « Lech » avait retourné la salle et défilé le vote en expliquant qu'il fallait pour l'heure à Solidarité une direction forte et même « un peu de dictature ».

C'est cela dont on parle mainte-

« Mais enfin... les élections libres ! » Les visages se font graves. On hoche la tête comme pour répondre : « Évidemment que c'est sérieux », mais c'est tellement sérieux, et il est tellement clair qu'on est à un tournant, qu'il n'y a pas à épiloguer.

Les journalistes se sont mêlés aux délégués. M. Walesa remonte à la

ront pour celle que l'on sait.

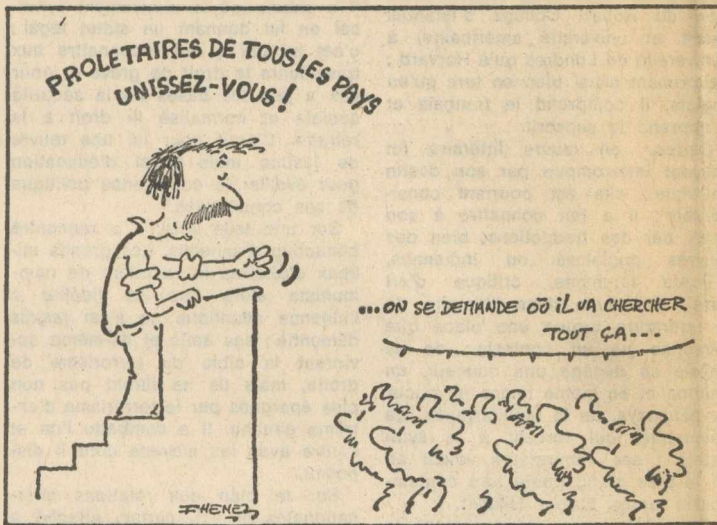
Aucun des chefs de file de Solidarité n'aura tenté de s'y opposer, sans doute parce que c'eût été vain et que telle est aujourd'hui la détermination des syndiqués, après douze mois de recherches infructueuses d'une coopération avec le pouvoir. Mais probablement aussi parce que la direction, après avoir prêché la modération à la base un an durant et à contre-courant, après avoir difficilement maintenu le calme avant et pendant le congrès du parti pour faciliter la tâche des libéraux, a vu se développer en retour depuis juillet une attaque en règle contre Solidarité.

Les visages impassibles, pendant le spectaculaire vote de jeudi, de M. Walesa et de tous les grands responsables du syndicat en disent plus long sur leur état d'esprit que les confidences qu'ils ne font plus. Si c'est vraiment la guerre, ce sera la guerre, semblait dire leur silence, et, au fond, laisser voir ce que pensent vraiment la base et le pays est une arme peut-être dissuasive, en tout cas moins irrémédiable que d'autres. Ce que pense la Pologne. Il y a longtemps, en fait, qu'aucune capitale concernée ne l'ignorait plus. La seule différence, même si elle est de taille, est que c'est désormais dit.

Le congrès ne reprend ses travaux que dans deux semaines. D'ici là, le pouvoir devrait avoir réagi d'une manière ou d'une autre. Les journées seront longues, à moins... à moins que l'on vienne d'assister seulement à la montée des enchères qui doit précéder toute vraie négociation. Beaucoup de rumeurs agitent Varsovie à ce sujet. Elles ne sont pas plus invraisemblables qu'une confrontation qu'on a peine — vu, il est vrai, de Gdansk — à imaginer.

BERNARD GUETTA.

(1) C'est-à-dire les conseils régionaux.



(Dessin de CHENEZ.)

nant, en n'en finissant plus de se demander s'il était bien digne d'un congrès démocratique de se déjuger pareillement d'un jour à l'autre. « Mais enfin, tout de même, ce texte... ? », dites-vous avec quelque énervement. « Quel texte ? », vous répond-on avec un bon sourire.

tribune pour une conférence de presse qui, en fait, sera un meeting. Il est à la fois drôle et cinglant, parfaitement à son aise dans son rôle retrouvé, le vrai, de leader ouvrier sur la brèche. « N'avez-vous pas, lui demande un journaliste polonais, ouvert trop de fronts à la fois ? » Il rétorque : « Avec dix millions de membres, plus les paysans, avec des familles aussi nombreuses que la mienne, nous pouvons tenir beaucoup de fronts. » Un autre journaliste enchaîne : « Cette adresse aux ouvriers des pays de l'Est, n'était-ce pas un peu trop ? » M. Walesa : « Ah ! écoutez : prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! Ce n'est pas nous qui l'avons inventé. Il me semble qu'on nous l'a appris. » Et ça continue. La salle, ravie, rit, applaudit. Nous revoilà dans une atmosphère connue, un an et quatre semaines en arrière, aux chantiers Lénine, avant l'arrivée des négociateurs gouvernementaux. Qu'elle avance ou bégaie, l'histoire s'accélère. Mais voyons d'abord comment elle s'est faite.

Mardi donc, l'autocensure tombe : il n'y a soudain plus de sujets tabous, et le congrès adopte cette fameuse « adresse » et surtout la résolution demandant un référendum sur l'autogestion (le Monde du 10 septembre). Le lendemain, on parle statuts. Le calme revient, mais il n'est qu'apparent : le bouillonnement, en réalité, continue — dans les couloirs et au sein de la commission des résolutions.

Mardi également, la délégation de Wrocław avait présenté une motion, au départ anodine, proposant que le congrès mette noir sur blanc, dès sa première session, les principaux thèmes du programme dont il doit être débattu lors de la seconde session prévue pour le 26 septembre. L'un de ces thèmes concernait évidemment la démocratie. La motion mentionnait la question des élections prochaines aux conseils du peuple. Les propositions d'amendement affluent à la commission des résolutions. L'une parle de la nécessité de voir clairement définir par le parti sa conception du rôle dirigeant. D'autres, très nombreuses, veulent qu'on parle en clair d'élections libres.

LE RÉFÉRENDUM AUX ACIÉRIES HUTA KATOWICE

Les résultats du référendum sur le limogeage éventuel du directeur des grandes aciéries Huta Katowice ont été proclamés jeudi 10 septembre. Sur les 18 588 membres du personnel, quelque 15 776 étaient présents en cette période de vacances lors du référendum qui a eu lieu les 7 et 8 septembre. Sur les 12 309 travailleurs qui ont pris part au vote, 8 800 se sont prononcés pour le licenciement du directeur, 2 202 s'y sont opposés ; puis 9 048 ont refusé le vote de méfiance contre les représentants de Solidarité au conseil d'administration des aciéries, et 908 l'ont exprimé. Enfin, 9 851 ouvriers ont estimé que le directeur n'était pas compétent.

Sur les 18 588 personnes employées par les aciéries, 83 % appartiennent au syndicat indépendant. Le parti ouvrier unifié avait donné pour consigne à ses membres de boycotter le référendum.

Avant la proclamation des résultats, le ministre de la sidérurgie, M. Zbigniew Szalajda, a déclaré que ce référendum était « illégal » et « injustifié », qu'il n'en accepterait pas les résultats et que le directeur resterait en place.

Pour sa part, le chef de la section de Solidarité des aciéries, M. Jacek Kiljan, a précisé qu'il n'y aurait aucune action immédiate à la suite de ce référendum. Il incombe maintenant à la commission nationale de coordination de Solidarité de prendre des mesures si elle le juge opportun. — (Reuter.)

La déclaration finale

Adoptée jeudi 10 septembre, la déclaration finale du premier congrès de Solidarité, proclame :

« Le but supérieur du syndicat indépendant Solidarité est de créer des conditions de vie dignes, dans une Pologne souveraine économiquement et politiquement, une vie libérée de la pauvreté, de l'exploitation, de la peur et du mensonge, dans une société organisée démocratiquement et sur la base du droit. Aujourd'hui la nation attend :

1° - L'amélioration du ravitaillement par la mise en place d'un contrôle sur la production, la distribution et les prix, en collaboration avec le syndicat Solidarité des agriculteurs individuels ;

2° - Une réforme de l'économie, par la création de conseils d'autogestion authentiques dans les entreprises et par la liquidation de la Nomenklatura du parti ;

3° - La vérité par un contrôle social sur les mass media et la suppression du mensonge dans l'éducation et la culture polonaises ;

4° - La démocratie par l'introduction d'élections libres à la Diète et aux conseils du peuple ;

5° - La justice par l'assurance de l'égalité de chacun devant la loi, la libération des prisonniers d'opinion et la défense des personnes poursuivies pour leurs activités politiques, éditoriales ou syndicales ;

6° - La protection de la santé de la nation, par la protection de l'environnement, l'augmentation des fonds destinés aux services médicaux et la garantie aux handicapés des droits qui leur sont dus dans la société ;

7° - Du charbon pour la population et l'industrie, par la garantie donnée aux mineurs de conditions de vie et de travail décentes.

« Nous réaliserons ces buts par l'unité du syndicat et la solidarité de ses membres. Les activités des diverses forces créant un sentiment de danger extérieur ne nous enlèveront pas la volonté de lutter pour les idéaux d'août 1980, pour la réalisation des accords de Gdansk, Szczecin et Jastrzebie. »

Pays-Bas

La controverse sur l'implantation des missiles de croisière pèse sur le nouveau gouvernement de M. Van Agt

De notre correspondant

Amsterdam. — Plus de trois mois et demi après les élections législatives du 25 mai, les Pays-Bas ont un nouveau gouvernement : une coalition de centre gauche, sous l'égide du dirigeant chrétien-démocrate Andreas Van Agt, qui était également premier ministre du gouvernement de centre droit sortant.

Le cabinet, auquel participaient les partis chrétiens-démocrates (C.D.A.), socialistes (PvdA) et libéral de gauche (Démocrates 66) a été installé, vendredi matin 11 septembre, à La Haye par la reine Beatrix. La veille, M. Van Agt avait présidé l'« Assemblée constituante de son second gouvernement ».

Si la confiance ne règne pas totalement entre les trois partenaires, malgré le temps consacré, le gouvernement demeure assuré de 109 des 150 sièges parlementaires (48 pour le C.D.A., 44 pour le PvdA et 17 pour Démocrates 66).

Mais un « constat de désaccord » sur la réponse à donner à l'OTAN pour l'implantation de 48 missiles de croisière pourrait très vite compromettre le sort du second cabinet Van Agt.

C'est en décembre que cette réponse doit être élaborée. Voilà un an, menacé de rébellion parmi ses amis démocrates-chrétiens, le chef du gouvernement avait renvoyé cette démarche. Il incombera dans quelques semaines au ministre de la défense d'expliquer aux partenaires des Pays-Bas que, selon le texte de l'accord de coalition, « la conclusion en ce moment ne pourrait être que négative ».

Cette politique de « non décision » offre à M. Van Agt sa seule garantie de survie pendant quatre ans. Car la position des socialistes est très claire. Un congrès extraordinaire a entériné le projet de coalition à condition que M. Van Agt ne donne pas son accord à l'OTAN. Sinon, les socialistes se retirent.

Les chrétiens démocrates sont en majorité plutôt favorables à un nouvel ajournement jusqu'à la fin de négociations sur la limitation des euromissiles. Les libéraux de gauche sont à peu près sur les mêmes positions.

RENÉ TER STEEGE.

De son côté, M. Sobleszek, lui, bataille pour que le congrès revienne sur la reconnaissance du rôle dirigeant du parti. Cela reviendrait à une dénonciation des accords de Gdansk par le syndicat et amènerait inmanquablement le pouvoir à déclarer que Solidarité n'a, en conséquence, plus d'existence légale.

Mercredi, tard dans la soirée, les délégués mettent M. Sobleszek en minorité. Il demande un vote secret ; pour l'obtenir, il réunit, comme le demandent les statuts, les signatures d'un dixième des délégués. Là, les dirigeants syndicaux, unis depuis juillet comme les doigts de la main, se battent dur pour empêcher que ce vote ait lieu, par crainte — si ce n'est que la majorité bascule — qu'une minorité trop forte se dégage en faveur d'une aventure pure et simple.

Jeudi, il faudra quatre ou cinq fois encore contrecarrer M. Sobleszek, sans grand mal d'ailleurs, car il n'est pas suivi. En revanche, quand on en arrive au vote sur la motion de Wrocław, les délégués en ont en main trois versions entre lesquelles ils doivent choisir. Ils opte-